

Fonds régional d'aide aux entreprises Règlement d'intervention

Vu le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014,

Vu le règlement de la Commission européenne n°1407/2013 en date du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013,

Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01),

Vu le régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises,

Vu les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

Vu l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi NOTRe,

Vu la délibération du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté en date des 25 et 26 juin 2020,

Vu la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention de la Communauté de communes La Clayette Chauffailles en Brionnais ,

Vu la délibération de la Communauté de communes La Clayette Chauffailles en Brionnais, en date du 25 août 2020, autorisant le Président à signer les conventions PACTE avec le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté

OBJECTIFS

L'objectif est de pouvoir accompagner et aider l'économie de proximité au plus près du territoire, dans la poursuite et en complément des différents plans d'urgence mis en place par l'Etat, la Région Bourgogne Franche-Comté et le Département de Saône-et-Loire.

Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité, notamment :

- les dépenses d'investissement en faveur des TPE (commerce, artisanat, hôtels, cafés, restaurants, services...), contribuant à les aider à se relancer, en s'adaptant aux nouvelles contraintes et tendances des marchés
- les dépenses de fonctionnement s'inscrivant dans une démarche collective, que la Communauté de communes engage elle-même en faveur des entreprises locales, en lien avec les unions commerciales, la fédération départementale des unions commerciales, les chambres consulaires.

NATURE

Subvention d'investissement

MONTANT ET FINANCEMENT

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit dans la convention signée avec la Région Bourgogne-Franche-Comté, sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaire applicables.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité...) ou régionaux (fonds d'urgence...) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

DEPENSES ELIGIBLES

Les **dépenses d'investissements éligibles** sont :

- les investissements matériels immobilisables, immatériels
- la charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie capital.

Une attention particulière sera portée aux dépenses en lien avec les thématiques de la transition énergétique, de la transition numérique, du tourisme durable, du bien-être au travail, et de la valorisation des productions locales, des circuits courts et des savoir-faire locaux :

- Investissements d'économie d'énergie (isolation, éclairage, chauffage, optimisation des flux matières / déchets / eau / énergie, climatisation...)
- Investissements matériels liés aux usages du numérique (tablettes, bornes wifi...)
- Modernisation des points de vente (mise en accessibilité des locaux, développement de nouveaux concepts marchands, modernisation des tournées...)
- Investissements matériels liés au tourisme durable (bornes électriques pour Vélos à Assistance Electrique, locaux à vélos, équipements nécessaires pour des classements (Eco label, accueil vélo...)
- Investissements matériels et immatériels visant obtention d'une certification, labellisation, adhésion à une démarche qualité ou montée en gamme, à sécuriser ou améliorer les conditions de travail des salariés, etc
- Investissements matériels et immatériels visant à la valorisation des productions locales, des circuits courts et des savoir-faire locaux (aménagement de points de vente, achat d'équipements et de matériels, vitrines réfrigérées, signalétiques,...)

Sont **inéligibles les dépenses liées à l'Immobilier d'Entreprise** : elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées, le cas échéant, par les dispositifs régionaux en vigueur.

MONTANT DE L'AIDE

Le montant minimum de dépenses est de 3 000€

Le montant de l'aide est de 40% du montant HT des dépenses éligibles, dans le respect du montant maximum de 80% des aides publiques, si d'autres aides publiques sont attribuées pour la même dépense.

Ce taux passera de 40 à 50 % si la dépense concerne une des thématiques suivantes : transition énergétique, la transition numérique, tourisme durable, bien-être au travail, et de valorisation des productions locales, des circuits courts et des savoir-faire locaux.

Pour les investissements, la subvention est plafonnée à 10 000 €.

BENEFICIAIRES :

Pour les projets individuels d'investissements : tous types de TPE (commerce, artisanat, hôtels, cafés, restaurants, services...) ayant leur siège en Bourgogne - Franche-Comté et un établissement sur le territoire de la CCLCCB, de 0 à 10 salariés inclus, quelle que soit sa forme juridique (SAS, SARL, EURL, EURL, EI, micro, association...)

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », dirigeant majoritaire, apprenti, conjoint collaborateur.

Sont exclues : Les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

DEMANDE D'AIDE ET PROCEDURE

Le dossier complet est adressé au Président de la Communauté de communes La Clayette Chauffailles en Brionnais avant tout commencement d'exécution de l'opération.

Il doit comprendre les pièces suivantes :

- Lettre de demande de subvention signée par la personne habilitée
- Formulaire de demande dûment renseigné
- Liste des dirigeants
- Extrait K-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- Description de l'entreprise demandeuse
- Description de l'opération
- Plan de financement de l'opération accompagné des devis et d'un échéancier d'exécution
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des 3 dernières années
- Bilans, compte de résultat et annexes fiscales du dernier exercice clos
- Attestation sur l'honneur du demandeur précisant être en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale

La Communauté de communes La Clayette Chauffailles en Brionnais se réserve le droit de demander d'autres pièces justificatives.

Les services de la CCLCCB en accuseront réception.

Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention mais permettra toutefois au demandeur de commencer l'opération (tout devis signé ou engagement contractuel avant la date de cet accusé de réception ne pourra être pris en compte)

L'instruction ne débutera que lorsque le dossier est complet.

Si l'éligibilité du projet est confirmée après instruction, la demande sera présentée pour attribution au Président de la CCLCCB, sur avis du comité exécutif.

Les services de la CCLCCB instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

L'aide financière sera versée en deux fois :

- 50% après la notification officielle au bénéficiaire
- 50% sur production des justificatifs attestant de la réalisation de la dépense, à transmettre **avant le 31 mars 2022**

ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté de communes La Clayette Chauffailles en Brionnais et de la Région Bourgogne-Franche-Comté dans tout support de communication.

DISPOSITIONS DIVERSES

Une TPE ne pourra bénéficier que d'une seule aide au titre de ce dispositif valable jusqu'au 31/12/2021.

La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, la CCLCCB conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, ou encore la disponibilité des crédits.

L'aide ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par le président sur avis du comité exécutif.

Ce règlement d'intervention est valable jusqu'au 31 décembre 2021.